

LE DEVOIR

VOL. LXXXVII - N° 242

MONTRÉAL, LE JEUDI 17 OCTOBRE 1996

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

La tentation du somozisme

Six ans après avoir, à la stupéfaction générale, chassé du pouvoir les sandinistes et porté à la présidence la conciliante Violeta Chamorro, les 2,3 millions d'électeurs nicaraguayens retourneront aux urnes dimanche prochain pour élire un nouveau président et renouveler l'Assemblée législative. Des élections déterminantes sur fond de déconfiture sociale.

Dans le coin droit, celui de la droite dure, le favori Arnoldo Aleman, candidat de l'Alliance libérale, populiste et néosomoziste, rentré de Miami au début des années 1990, se présente comme le champion de la loi et l'ordre; dans le coin gauche, celui d'une gauche qui oublie ses racines le temps d'une campagne électorale, l'ex-président Daniel Ortega, du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), joue confusément de l'accordéon du libre marché, édulcore en la poussant sous le tapis sa vieille orthodoxie révolutionnaire.

Rien ne paraît pouvoir stopper la montée d'Aleman, l'ex-maire de Managua dont la campagne est lourdement financée par le leader anticarliste de Miami, Jorge Mas Canosa. La présidence lui semble à peu près acquise et s'il n'obtient pas les 45 % de voix requises au premier tour du 20 octobre, il consolidera sans doute sa victoire au second.

Ponctuellement, le recentrage du discours sandiniste a donné d'excellents résultats. Traînant comme un boulet la mémoire des années de guerre civile, Ortega a choisi comme colistier à la vice-présidence un riche propriétaire terrien et fondé sa campagne sur la réconciliation nationale et l'ouverture aux États-Unis. À la mi-septembre, il signait en grande pompe un accord électoral avec une faction d'anciens Contras. Si bien qu'au cours des derniers mois, cet Ortega que l'on disait politiquement agonisant a effectué une spectaculaire remontée dans l'opinion publique, progressant de 26 à 35 % dans les sondages.

Aleman, dont la popularité plafonne à 41 %, s'inquiète un peu. Tout récemment, il a évoqué pour la première fois le «risque d'un retour des sandinistes au pouvoir» et appelé les «démocrates» à «serrer les rangs» derrière lui. Le même jour, le président de la Chambre de commerce de Managua déclarait que les patrons nicaraguayens, effrayés par la performance d'Ortega, étaient en train «d'ajourner leurs projets d'investissement».

Aleman n'a pas tort de ne rien laisser au hasard: la scène politique nicaraguayenne est extrêmement fragmentée (23 partis politiques présentent autant de candidats à la présidence). Dans cette confusion, le Front sandiniste représente toujours le parti le plus puissant et le mieux organisé. Si les chances d'Ortega de reconquérir la présidence restent faibles, celles que les sandinistes fassent bonne figure à l'Assemblée nationale sont en revanche assez grandes. Ce qui n'est pas rien, compte tenu du fait que la nouvelle constitution du pays a rééquilibré les pouvoirs de l'exécutif et du législatif au profit de ce dernier.

Cette lutte électorale se déroule sur fond de grave crise sociale. À coups de privatisations et de libéralisation, l'État nicaraguayen a été liquidé sous la présidence de Mme Chamorro — et sous les directives du FMI. L'inflation a chuté et le pays enregistre depuis quelques années une croissance économique de 2 à 4 % par année — elle était négative en 1993. Mais les chiffres du FMI causent la bouche pleine de modèles de redressement, parlent une langue qui ne réfléchit pas aux conséquences sociales de ses actes: au Nicaragua, qui est le pays le plus pauvre de l'hémisphère après Haïti, le taux de chômage dépasse les 60 % et la criminalité — petite et grande — est épidémique. Le système de santé est en lambeaux: avant de se rendre à l'hôpital pour y recevoir une injection, il faut passer par la pharmacie s'acheter une seringue.

«Derrière la démocratie formelle, c'est la dictature économique», en conclut le sociologue québécois Daniel Malenfant, qui a vécu plusieurs années au Nicaragua. Dans son dernier numéro, *Le Monde diplomatique* fait valoir que «le pays est devenu, après la victoire de Mme Chamorro et le retour de la droite au pouvoir, l'un des exemples les plus typiques de la contradiction entre, d'une part, le discours sur la démocratie et, d'autre part, la réalité économique».

Cette démocratie n'aura souvent paru tenir qu'à un fil sous Chamorro. La guerre civile, dans laquelle le pays a presque rechaviré en 1992, est au Nicaragua comme un mort qui n'arrête pas de rouvrir les yeux. Mme Chamorro a su néanmoins naviguer au centre en amadouant les sandinistes et en restant à distance réfléchi de son extrême droite.

À quelques jours des élections, les Nicaraguayens sont partagés entre deux nostalgies: celle de Somoza et celle de Sandino. À ce titre, l'élection prévisible de M. Aleman, une fois effacés les contorsions idéologiques et les appels à la modération auxquels se prêtent les politiciens en campagne électorale, annonce un durcissement des positions et un vide inquiétant au centre de l'échiquier politique.

POLITIQUE

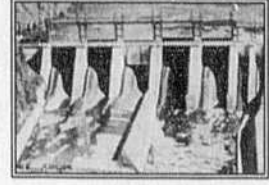
La CEQ hésite à participer au Sommet de la fin octobre, page A 4



LE MONDE

Lebed en guerre ouverte avec le ministre russe de l'Intérieur, page B 5

LES RÉGIONS



Hydro entreprend le lifting de ses barrages, page B 1

Embellie totale pour les emprunteurs

Le taux d'escompte passe à 3,75 %, entraînant le taux préférentiel des banques à 5,25 %

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Les statistiques confirmant la faiblesse persistante de l'économie canadienne ont permis à la Banque du Canada de commander une nouvelle baisse de son taux d'escompte. Vigueur du dollar canadien aidant, le taux directeur a pu être ramené de 4 à 3,75 %, du jamais vu en près de 40 ans, invitant les institutions bancaires à en re-

trancher autant à leur taux préférentiel. Cette embellie, à défaut d'une croissance économique digne de ce nom, ne peut que venir renforcer la lutte au déficit que mènent actuellement les gouvernements.

La Banque du Canada a donc évité tout resserrement des conditions monétaires en déplacement sa fourchette des taux sur les prêts au jour le jour à 3,25-3,75 %. Ce faisant, elle a fait passer son taux d'escompte de 4 à 3,75 %. «Compte tenu de la vigueur du

dollar canadien, la décision de la banque vise à éviter un resserrement des conditions monétaires globales», a souligné la banque centrale dans son communiqué. Les institutions financières ont immédiatement fait écho à cet appel à un nouvel assouplissement en retranchant 25 centièmes à leur taux préférentiel, de 5,5 à 5,25 %. Les taux hypothécaires, déjà ramenés la semaine dernière à leur plus bas niveau en 30 ans, n'ont toutefois pas suivi, à l'exception des

taux variables, qui ont également abandonné 25 points.

L'embellie est totale pour les emprunteurs. D'ailleurs, la semaine dernière, le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, annonçait avec une certaine réjouissance que la cible du déficit de l'année en cours devait être révisée à la baisse, de 24,3 milliards à 21,8 milliards, en raison no-

VOIR PAGE A 8: EMBELLIE

Le bonheur d'écrire... et de lire



CHRISTIAN GUAY LE DEVOIR

AUTEUR apprécié des jeunes, Chrystine Brouillet est porte-parole de la sixième Semaine de l'alphabétisation qui aura lieu du 20 au 26 octobre. Elle s'est retrouvée hier dans une salle de cours de l'Université du Québec à Montréal sous la mention «bien». Il pourrait s'agir d'une appréciation de sa copie mais tel n'est pas le cas. Il s'agissait en réalité du mot «bienvenue» écrit au tableau à l'intention des journalistes venus assister au lancement de cette semaine. Lire en page A 5 le témoignage d'Alain Denis, porte-parole lui aussi de la Semaine de l'alphabétisation et ancien analphabète qui s'est libéré de son handicap.

Les États généraux: une occasion ratée

Jean Garon estime que le processus a dérivé

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Les États généraux sur l'éducation étaient une occasion extraordinaire de refaire le système d'éducation, mais le processus a dérivé du mandat initial, les parents n'ont pas suffisamment été mis à contribution et le débat s'est trop concentré autour de la professionnalité et du secteur privé.

Celui qui porte ce jugement critique sur le rapport final des États généraux est celui-là même qui avait lancé ce grand processus démocratique. «Nous avons un défi fantastique, celui de faire un véritable projet de société, avec l'éducation qui aurait pu être une incroyable bougie d'allumage pour la société québécoise», dit Jean Garon, ex-ministre de l'Éducation. L'éducation aurait pu être le moteur de démarrage de la société. Mais il aurait mieux valu se préoccuper d'établir des consensus. Maintenant, nous sommes partis sur des divergences...



Jean Garon, ex-ministre de l'Éducation.

VOIR PAGE A 8: GARON

Grogne chez les Hydro-Québécois

L'entente de principe soulève beaucoup de mécontentement

La pilule est dure à avaler pour les 15 000 employés syndiqués d'Hydro-Québec regroupés sous le SCFP. Ils prennent peu à peu connaissance de cette entente de principe, arrachée par la société d'État après quelque six mois de négociations extrêmement tendues. Et l'heure n'est pas aux réjouissances. Les exécutifs syndicaux éprouvent actuellement de la difficulté à obtenir l'assentiment de tous. Selon le document-synthèse dont *Le Devoir* a obtenu copie, ils doivent absorber un recul sur toute la ligne, les gros points touchant la réduction du temps de travail, avec baisse correspondante des salaires et des avantages sociaux, et la réduction de 10,7 à 5,82 % du taux de cotisation de l'employeur au régime de retraite. «Mais avons-nous le choix? Nous avons le couteau sur la gorge», a dit l'un d'eux sous le couvert de l'anonymat.

Nos informations en page B 2

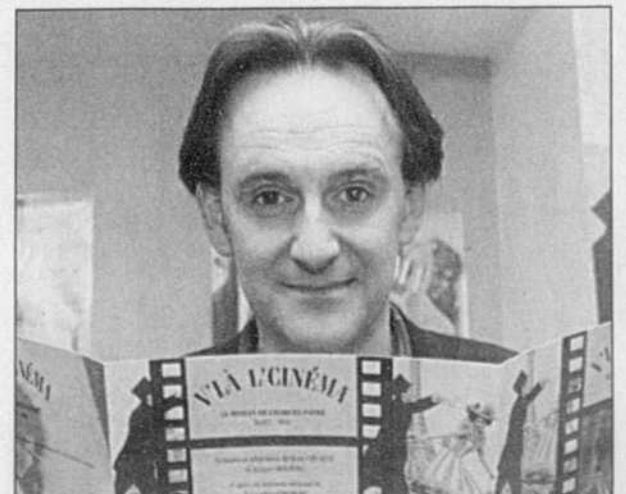
Un Bourgeois pas comme les autres

Yves Jacques interprète Molière au Théâtre national de Chaillot

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

«J'étais venu en France surtout pour faire du cinéma. Je ne pensais pas au théâtre, qui est une chasse gardée. En France comme à Montréal, le théâtre, c'est une famille dans laquelle on n'entre pas facilement.» Assis à la terrasse du Trocadéro en cette après-midi ensoleillée d'octobre, Yves Jacques s'étonne tout haut de son parcours depuis qu'il s'est installé à Paris il y a trois ans. Venu pour faire du cinéma peu après son succès dans *Jésus de Montréal*, de Denys Arcand, et *Milena*, de Vera Belmont, il a surtout été happé depuis un an par le théâtre. On ne savait pas Yves Jacques fidèle. Le voilà abonné au Théâtre national de Chaillot où le directeur, Jérôme Savary, l'a pris en affection et pour ainsi dire incorporé à sa troupe virtuelle. En présentant sa

nouvelle saison théâtrale, Savary rappelait qu'il avait toujours rêvé d'avoir une troupe permanente à Chaillot. À défaut, celui qui fonda il y a 20 ans le Magic Circus fait appel à une poignée d'habités, des anciens du Magic, mais aussi quelques rares nouveaux dont Yves Jacques fait dorénavant partie. Après avoir connu la saison dernière un certain succès dans *De l'importance d'être Constant* d'Oscar Wilde, Yves Jacques crée cette semaine un étrange *Bourgeois gentilhomme* mis en scène et interprété par Savary lui-même. Comme Molière, le directeur de Chaillot a décidé de diriger la mise en scène tout en reprenant le rôle de Monsieur Jourdain. Un pari difficile à tenir et qui inquiète un peu les comédiens qui lui demandent régulièrement de quitter la scène «pour aller voir dans la salle de quoi ça l'air», dit Yves Jacques.



ARCHIVES LE DEVOIR

Yves Jacques joue le rôle de Dorante dans *Le Bourgeois gentilhomme* de Molière.

VOIR PAGE A 8: BOURGEOIS

MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé.
Max: 14
Min: 6

Québec
Ciel variable
Max: 10 Min: -1

Détails, page A 4

INDEX

Agenda B 6 Idées A 7
Annonces B 6 Le monde B 5
Avis publics B 4 Les sports B 4
Bourse B 3 Montréal A 3
Culture B 8 Mots croisés B 6
Économie B 2 Politique A 4
Éditorial A 6 Télévision B 7



LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Les temps changent



ASSOCIATED PRESS

LES FANS DE BOB DYLAN sont en colère. La Banque de Montréal utilise pour sa publicité la chanson intitulée *The Times They Are A-Changin'*, véritable hymne protestataire que l'auteur créa en 1964 (la photo ci-dessus date de 1965). La colère des nostalgiques des «sixties» ne s'adresse pas seulement à la banque mais également au compositeur qui a donné son accord. Vraiment, tout fout le camp...

EN BREF

Rioux se fait menaçant

Québec (PC) — Le ministre du Travail Matthias Rioux a déclaré hier qu'il sévira s'il apprend que la Régie du bâtiment n'a pas fait son travail vis-à-vis le funiculaire du Vieux-Québec. «Je vais attendre les résultats de l'enquête, et s'il y a lieu d'agir, nous agirons», a-t-il dit. Le funiculaire du Vieux-Québec s'est écrasé samedi, tuant une personne et en blessant 15 autres. Le ministre a indiqué qu'il y avait plusieurs niveaux de responsabilité en cause: le propriétaire, qui devait s'assurer de la bonne condition de son appareil, la compagnie Otis, qui a conçu et construit le funiculaire et qui devait l'entretenir en vertu d'un contrat de service, et la Régie du bâtiment, qui se doit d'inspecter tous les appareils de levage. «La Régie du bâtiment, ça relève de moi, et s'ils ont fauté là-dedans, s'ils n'ont pas fait leur travail convenablement, soyez assurés qu'il y en a qui vont le savoir», a lancé M. Rioux.

80 morts dans un stade

Guatemala (AFP) — 80 personnes ont trouvé la mort et 150 autres ont été blessées hier au stade national Mateo Flores de la capitale guatémaltèque, une heure avant le début d'un match de football qui devait opposer le Guatemala au Costa Rica, selon un bilan fourni par les services de secours.

Farrakhan fait recette

New York (Reuter) — Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées hier devant le siège des Nations unies à New York à l'appel de Louis Farrakhan, chef de la Nation de l'Islam, une organisation noire extrémiste. Baptisée «Journée mondiale de l'expiation», cette manifestation marquait le premier anniversaire de *The Million Man March* qui avait réuni des milliers de Noirs, des hommes exclusivement, en mars 1995 à Washington. Les manifestants — 38.000 selon la police, 200 000 selon les organisateurs — se sont réunis sur la place Dag Hammarskjöld et dans les rues adjacentes pour écouter les orateurs qui se succédaient à la tribune.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Sur Internet devoir@cam.org

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimerie Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement no 9658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Second débat de la campagne présidentielle

Dole parle de scandales, Clinton passe outre

REUTER ET AP

San Diego — Lors du dernier débat présidentiel américain, hier soir, entre Bob Dole et Bill Clinton, le candidat républicain a tiré à boulets rouges sur le président, espérant ainsi combler son retard dans les sondages.

Hier soir, à San Diego, Bob Dole a accusé le président Clinton de bafouer la confiance du public en dirigeant une administration secouée par des «scandales presque quotidiens», et a joué la carte du gouvernement «libéral», un terme que certains Américains associent presque au socialisme.

Bill Clinton, refusant d'entrer dans cette logique, a voulu engager le débat dans «une discussion d'idées, pas d'insultes». «Ce qui importe, c'est votre présent et votre avenir», a-t-il expliqué devant une assemblée composée de 113 personnes choisies pour poser des questions aux candidats parce qu'elles n'ont pas encore décidé comment elles voteront à l'élection du 5 novembre.

Dans un geste surprise, le candidat républicain a aussi mis au défi le président Bill Clinton de participer à un troisième débat avant l'élection. «Je suis prêt à participer à un autre débat cette année (...) Invitez

tous les candidats et parlons économie», a lancé Dole.

Le président démocrate n'a pas répondu sur-le-champ à cette offre inattendue.

Dès l'ouverture du débat de 90 minutes, Dole, beaucoup plus «offensif» que lors du premier débat, il y a 10 jours, a accusé le président Clinton de diriger une «Maison-Blanche minée par les scandales».

Dole, qui, selon les observateurs, devait passer à l'offensive contre Clinton à 20 jours des élections, a adopté exactement cette attitude d'entrée de jeu en décochant un jab à l'endroit du président.

Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il ferait pour restaurer la confiance de l'électorat, M. Dole a retourné la balle au vol. «Il n'y a pas de doute que les Américains ont perdu toute confiance en leur gouvernement: ils veulent que la Maison-Blanche est minée par les scandales». Il a laissé entendre que Clinton n'avait pas tenu sa promesse électorale de 1992 de diriger un gouvernement «propre».

«Lorsque je serai président des États-Unis, je tiendrai parole, ma parole est mon engagement», a dit Dole.

Le président Clinton a semblé peu ébranlé par l'attaque de son adversaire, ignorant les détails pour s'en tenir à la question originale: «À chaque fois que ce

je suis venu des divisions, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour rapprocher les gens».

Il a aussitôt contre-attaqué en rappelant la décision impopulaire prise en 1995 par le Congrès à majorité républicaine de fermer les bureaux du gouvernement pendant une crise budgétaire. Les deux partis devraient travailler ensemble «plutôt que de fermer le gouvernement à cause d'une lutte partisane sur la question du budget», a lancé le président Clinton.

Il a plus tard accusé les Républicains de vouloir sabrer dans le régime public d'assurance-maladie. Dole a aussitôt répliqué «Vous voilà reparti!» (There you go again), utilisant la réplique qu'avait lancée Ronald Reagan lors du débat télévisé de 1980 contre Jimmy Carter.

Le duel de 90 minutes avait lieu devant une assistance de 120 personnes sélectionnées par l'institut de sondage Gallup. Il était arbitré par le présentateur Jim Lehrer.

Le débat télévisé devait affronter une forte compétition dans l'auditoire américain: le 6^e match de la série de championnat de la Ligue nationale de baseball, retransmis sur une autre chaîne. Dans son allocution d'ouverture, Dole a d'ailleurs amorcé en annonçant le score — Braves d'Atlanta 1, Cardinals de St.Louis 0.

Dole, âgé de 78 ans, a aussi usé d'hu-

mour en balayant les craintes de ceux qui le pensent trop âgé pour être élu président des États-Unis: l'âge et l'expérience sont les clés de la sagesse, a-t-il dit.

Clinton, âgé de 50 ans, a d'abord utilisé les compliments, estimant que «le sénateur Dole n'est pas trop vieux pour être président». Mais il a aussitôt ajouté: «C'est l'âge de ses idées que je remets en cause».

Un nouveau sondage, publié quelques heures avant le débat, montre un léger resserrement de l'écart entre les deux principaux candidats. Selon le sondage CNN-USA Gallup, Bill Clinton recueille 48 % des intentions de vote, contre 39 % pour Bob Dole et 5 % pour Ross Perot, le candidat du Parti de la réforme. L'écart ne serait donc plus que de neuf points entre les candidats démocrate et républicain (marge d'erreur de 4 points).

Si ce sondage semble montrer que les attaques de Bob Dole contre le «déficit d'intégrité» du gouvernement Clinton commencent à porter leurs fruits, ses résultats ne sont pas confirmés par un autre sondage ABC (réalisé auprès de 706 électeurs inscrits, avec une marge d'erreur de 4,5 points) rendu public hier. Celui-ci attribue 55 % des intentions de vote à Bill Clinton, contre 38 % pour Bob Dole et 4 % pour Ross Perot.

EMBEILLIE La croissance économique n'est pas là

SUIITE DE LA PAGE 1

tamment du recul constant du loyer de l'argent depuis un an. Il fixait alors le taux de rendement d'une obligation de dix ans à 7,6 % cette année et à 8 % en 1997. Or, ce taux s'établit maintenant à 6,6 %, ce qui devrait inciter le fédéral à profiter de cette accalmie pour allonger l'échéance de sa dette et tirer profit d'un nouveau recul des taux d'intérêt. «On pourrait facilement passer à un déficit sous la barre des 20 milliards», a estimé Simon Prévost, économiste au Mouvement Desjardins.

Car la dette fédérale se veut beaucoup plus sensible à l'évolution des taux d'intérêt que celle du Québec, par exemple, parce qu'elle est plus imposante et parce que son échéance moyenne de financement est deux fois plus courte. Cette échéance moyenne des 600 milliards que constitue la dette publique nette du Canada oscille entre quatre et cinq ans, alors qu'au Québec, l'échéance moyenne de la dette nette totale (de 74 milliards) se situe à près de neuf ans. On estime que chaque baisse de 1 % du taux d'intérêt retranche 1,3 milliard au service de la dette du fédéral la première année. L'impact positif, découlant de l'effet composé, va en s'accroissant pour atteindre les 2,2 milliards la deuxième année, 2,3 milliards la troisième et 3,0 mil-

liards la quatrième. En comparaison, un ajout de 1 % à la croissance économique se traduit par une entrée additionnelle de 1,3 milliard la première année, de 1,5 milliard pour l'an deux et l'an trois, et de 1,7 milliard pour la quatrième année. L'effet multiplicateur est moindre.

Les finances publiques du Québec sont pour leur part moins sensibles au recul du loyer de l'argent qu'à une progression de la production nationale, une baisse de 1 % du taux retirant 150 millions à la facture d'intérêt au cours de la première année, contre un ajout de 235 millions aux revenus pouvant découler d'une croissance économique accrue de 1 %.

«C'est vraiment l'impact des taux d'intérêt qui agit sur l'état de nos finances publiques, car la croissance économique n'est pas là», a ajouté Simon Prévost. À cet effet, les dernières statistiques se veulent particulièrement décevantes. On pense au taux de chômage qui continue de flirter avec la barre des 10 %. La lecture de septembre dévoilée vendredi faisait ressortir un taux de 9,9 %, en progression de 0,5 % par rapport au mois précédent. Entre ces deux mois de comparaison, le Canada a assisté à la disparition de 47 000 emplois, ce qui porte le total d'emplois créés depuis le début de l'année à un faible 106 000. Hier, Statistique Canada chiffrait à 0,7 % le recul des li-

vraisons manufacturières en août, après une forte poussée en mai et en juillet. Ce recul a été accompagné d'un léger accroissement des stocks et d'une diminution des commandes en carnet.

«La Banque du Canada est prise dans une drôle de situation. Elle doit freiner l'appréciation du dollar tout en stimulant la demande intérieure». Or, cette demande intérieure demeure toujours paralysée malgré un recul continu des taux d'intérêt depuis mai 1995. «Le niveau d'endettement des ménages est très élevé et leur taux d'épargne est très bas. Il ne semble pas y avoir de voie de sortie. Les ménages profitent de l'assouplissement des taux pour nettoyer leur bilan», a renchéri l'économiste de Desjardins. Traditionnellement, il faut entre six et huit mois avant qu'un repli des taux d'intérêt ne se répercute sur la consommation. Aujourd'hui, l'impact est beaucoup plus long à se faire sentir.

Autre phénomène: l'écart de rendement entre les obligations canadiennes et américaines est favorable au Canada sur toutes les échéances de trois mois à dix ans. Du jamais vu en dix ans! «Hier encore, on se réjouissait d'observer une parité de rendement pour l'échéance de cinq ans. Aujourd'hui, cette parité touche les dix ans également», a observé M. Prévost. Le 31 décembre dernier, les obligations canadiennes commandaient une prime de 50 points par rapport à

leur contrepartie américaine dans les trois mois, une prime de près de 75 points dans les trois ans, de 110 points dans les cinq ans et d'environ 135 dans les dix ans. Hier, ces obligations se négociaient à escompte, avec un écart favorable de 175 points dans les trois mois, de 160 points dans les trois ans, de 75 pour l'échéance de cinq ans, et à parité dans les dix ans. «Pourtant, la cote de crédit du Canada est moins bonne que celle des États-Unis. Et le Canada demeure très endetté!»

Pour Simon Prévost, malgré cette configuration des rendements, les obligations canadiennes, les échéances de long terme du moins, conservent toujours leur attrait aux yeux des investisseurs étrangers parce que ceux-ci misent sur une remontée du dollar, dont la valeur d'équilibre est estimée entre 78 et 80 cents américains, contre 73,83 cents en fermeture hier. Dans l'intervalle du court terme, ce sont les institutions financières canadiennes qui soutiennent les cours, ces institutions débordant de liquidités dans un contexte de faible demande de crédit. «Tant que le dollar canadien maintiendra sa vigueur et que les taux ne progresseront pas aux États-Unis, la Banque du Canada conservera toute sa marge de manœuvre afin de poursuivre sa politique monétaire accommodante», a résumé l'économiste de Desjardins.

GARON Trop d'administrateurs autour de la table

SUIITE DE LA PAGE 1

En entrevue au *Devoir*, le prédécesseur de la ministre Pauline Marois, Jean Garon, déclare ne plus «sentir le momentum» nécessaire à une véritable réforme de l'éducation, montrant particulièrement du doigt le changement de mandat qui s'est produit au printemps à la Commission des États généraux.

La tenue d'États généraux sur l'éducation était inscrite dans le programme du Parti québécois, et quand l'équipe de Jacques Parizeau prit le pouvoir en 1994, le premier ministre confia à Jean Garon le mandat de les réaliser.

Avec la démission de Jacques Parizeau et l'arrivée de Lucien Bouchard aux commandes de l'État, Jean Garon fut prié de quitter son poste en janvier 1996, au moment même où sortait le rapport d'étape des États généraux, *L'Exposé de la situation*.

Au printemps, la nouvelle ministre Pauline Marois élargissait le mandat des États généraux en demandant aux commissaires de lui fournir un rapport final faisant état des priorités, des tendances, des blocages, le tout assorti de recommandations, ce qui n'était pas prévu dans le mandat initial.

Jean Garon prend bien soin de ne pas

critiquer Pauline Marois ni le coprésident de la commission, Robert Bisailon, mais ses propos laissent entendre que le mandat initial des États généraux a été détourné.

«Quand le mandat a été changé, j'appréhendais ce qui arrive actuellement, affirme-t-il. Il n'y avait plus de préoccupations de consensus, ce qui changeait la dynamique. Nous n'avions pas promis une commission d'enquête sur l'éducation, comme la commission Parent, une commissions d'experts, ce qui aurait pu être une hypothèse plausible. Nous avions promis des États généraux, où le peuple s'exprime. Il fallait faire la réforme avec toute la population. L'éducation ne fonctionne pas seulement avec des experts mais avec les parents et avec tout le monde.»

Il fallait donc créer une dynamique de consensus, ajoute-t-il, «voir sur quoi les gens s'entendent et sur quoi ils ne s'entendent pas», et dans ce genre de processus, «les gens qui ne pensent pas nécessairement comme les autres s'engagent à débattre et à aller vers les autres. Il y a une dynamique où chacun peut bouger», soutient-il.

Dans cette optique, Jean Garon déclare que «les commissaires devaient préciser les débats, non les diriger». Il ajoute que lors des audiences régionales du printemps, «il y avait trop d'administrateurs autour de la

table». Et en ce qui concerne les audiences finales de septembre, «les parents ne sont pas assez mis à contribution dans les conclusions».

Jean Garon constate également que «lorsque nous avons débuté les États généraux, la professionnalité et le secteur privé n'étaient pas les sujets les plus importants. Mais maintenant, le débat portera là-dessus», déplore-t-il.

Mais ne fallait-il pas vider ces deux questions? Et de toute façon, le consensus aurait-il été impossible à établir sur ces deux questions? «Si on cherche un modèle d'organisation unique, ça ne convient pas», répond le député de Lévis. Il y a des gens qui veulent des modèles différents. Les gens veulent une multiplicité de modèles, de voies de sortie, de curriculums. Peut-être que ça prend des écoles différentes [les unes des autres], à la condition qu'on respecte les objectifs généraux d'apprentissage. Les programmes sport-études, les écoles internationales, ça correspond à un besoin. Si on nivelle tout, j'ai le sentiment qu'on ne suit pas le courant mondial.»

On sait que le rapport final des États généraux propose d'abolir les écoles à vocation particulière et de réduire les subventions au privé pour renforcer le modè-

le de l'école publique.

L'ex-ministre indique également que dans le rapport final, «il fallait tenir compte aussi des coûts» (des réformes et des contraintes budgétaires actuelles), et «quand je vois un rapport qui ne se préoccupe pas des coûts, je suis estomaqué».

«Les gens se demandent si [dans le rapport] on tient compte véritablement de la réalité», ajoute-t-il.

Pourtant, Jean Garon approuve entièrement certains éléments du rapport. Particulièrement deux des dix chantiers prioritaires proposés par les États généraux: celui qui veut restructurer les curriculums du primaire et du secondaire pour en hausser le niveau culturel, et celui qui veut consolider la formation professionnelle et technique, un dossier qui lui tient particulièrement à cœur puisqu'il avait amorcé une réforme de la formation professionnelle.

Mais «sur plusieurs autres sujets, on ne sait pas quels sont les consensus», dit-il, alors qu'ailleurs, comme dans le cas du privé et de la professionnalité, «ce sont les commissaires seuls qui ont décidé».

En fait, conclut-il, plusieurs éléments «n'ont pas été assez testés sur le plan de l'opinion publique».

BOURGEOIS Un cinquième Molière pour le comédien

SUIITE DE LA PAGE 1

Dans ce cinquième Molière de sa carrière, Yves Jacques interprétera donc le rôle de Dorante, un noble prétentieux et sans le sou qui soutire de l'argent à Monsieur Jourdain. Lorsqu'il était de passage à Montréal cet été, Denise Filiatrault lui suggéra de penser à Pierre Elliott Trudeau en montant sur scène.

La version parisienne pourrait s'appeler Valéry Giscard d'Estaing, a-t-il dit aux autres membres de la distribution. Mais en jouant Dorante à Chaillot, Yves Jacques entre dans des chaussures qui ont déjà été portées. Savary avait en effet déjà monté avec succès cette comédie-ballet en 1981. C'était au temps du Magic Circus, «cet espèce de mélange entre le Grand Cirque ordinaire et le Cirque du Soleil qui a apporté une bouffée de fraîcheur au théâtre français», dit Yves

Jacques. [...] Je me demande d'ailleurs si notre Cirque ordinaire n'était pas inspiré du Magic Circus.»

À Chaillot, Savary veut renouer avec l'esprit de cette époque. Il a donc repris le prologue qu'il avait ajouté à *Bourgeois de Molière* et dans lequel une troupe d'amuseurs arrive à Paris. Ceux-ci tournent pendant tout le spectacle autour des comédiens avant d'interpréter la turquerie finale. Par rapport à 1981, Savary a tout de même réduit le nombre de gags et favorisé une interprétation plus psychologique. «Pour Savary, Le Bourgeois, c'est du show-business», dit Yves Jacques. Il ne craint pas de mélanger les genres et les époques. Contrairement à Montréal, où on est très respectueux de l'esprit de Molière, ici, on essaie de s'en détacher le plus possible. Le Bourgeois est finalement un prétexte.» On doit s'attendre à un Jourdain très tendre qui ridiculise les sottises de la noblesse.

«On monte toujours Le Bourgeois gentilhomme comme une pièce dans laquelle Molière se moque de la bourgeoisie», écrit Savary dans sa présentation du spectacle. Moi, j'y vois beaucoup plus une pièce où l'on se moque du pouvoir. Je trouve que les maîtres de danse, de musique et les courtisans sont beaucoup plus ridicules, beaucoup moins nobles que Jourdain dans sa naïveté.» Pour se préparer, Yves Jacques a refusé de voir l'enregistrement vidéo du spectacle de 1981. Il a préféré lire *Le Registre d'Hubert*, ces mémoires d'un comédien du temps de Molière qui interprétait tous les rôles de femme (comme on le faisait à l'époque). Yves Jacques y retrouve «la même angoisse de remplir les salles qu'aujourd'hui. À l'époque du Bourgeois, il y avait des émeutes dans Paris. Aujourd'hui, on a peur qu'une grève éclate.» Il ne croyait pas si bien dire puisque le jour où il prononçait ces mots on craignait qu'une

grève des employés du Théâtre de Chaillot ne vienne compromettre la première. C'est peut-être à la légèreté avec laquelle il envisage ce genre de catastrophe qu'on sent que le comédien québécois commence à s'incruster en France. Cette année, il avait passé une audition pour un film que Roman Polanski projetait avec John Travolta et Isabelle Adjani. Un projet avorté. La productrice québécoise Denise Robert l'avait aussi pressenti pour celui que Bernard-Henri Lévy a tourné au Mexique l'été dernier avec Lauren Bacall et Alain Delon. Au lieu de ces grandes productions, Yves Jacques devra se contenter d'interpréter en novembre Bob Million, l'histoire d'un animateur de jeu télévisé québécois qui se retrouve en France. Après tout, n'est-il pas venu à Paris pour faire du cinéma? «C'est vrai. Le cinéma, j'en ai pas encore assez fait à mon goût.»

LE DEVOIR

LE MONDE

E N B R E F

Hébron: Arafat dénonce le «racisme» israélien

Le Caire (Reuter) — Yasser Arafat a rejeté hier un plan israélien de partition de Hébron visant à assurer une sécurité maximale aux 400 colons juifs qui veulent rester dans cette ville cisjordanienne après le retrait auquel Israël s'était engagé mais qu'il a ajourné *sine die*. Selon le chef de l'OLP, les nouvelles propositions d'Israël vont susciter un tollé dans le monde, car elles «font voler en éclats l'accord» de septembre 1995. Le leader palestinien estime que le plan israélien est «plus raciste encore que l'apartheid sud-africain» en faisant des Palestiniens de certains quartiers de Hébron des citoyens de seconde zone. Brandissant le document israélien devant la presse, le chef de l'OLP a précisé que les stations d'autobus seraient placées sous contrôle israélien, de même que le Tombeau des patriarches, lieu saint pour les juifs comme pour les musulmans, et que, dans la vieille ville, les Arabes ne pourraient construire écoles ou hôpitaux.

Les Corses contre l'indépendance

Paris (Reuter) — Quatre-vingt onze pour cent des Corses repoussent toute idée d'indépendance, selon un sondage IFOP. L'événement du jeudi. Ce sondage montre également que 74 % des habitants, contre 18 %, approuvent la fermeture du gouvernement après l'attentat à la mairie de Bordeaux. Celui-ci a «choqué» 64 % des personnes interrogées, contre 34 %. Quelque 82 % des Corses ne croient cependant pas à un risque de guerre civile et 61 % ne font pas confiance au premier ministre Alain Juppé pour trouver des solutions durables au problème corse. Dans une analyse, L'Événement du jeudi estime que ces chiffres doivent être maniés avec prudence, et qu'«une grande partie de la population est favorable à un processus d'autonomie au sein de la République».

Nouveau: Washington dénonce les talibans

New York (AFP) — Madeleine Albright, ambassadrice des États-Unis à l'ONU, a violemment dénoncé hier l'approche «moyennéuse» des talibans, ces «étudiants en religion» qui contrôlent la capitale afghane, Kaboul. «Au nom de la stabilité, nous voyons des décrets qui priveraient essentiellement les femmes de tous les droits, à l'exception du droit de se taire, de rester à la maison, sans éducation et inviolables», a déclaré Mme Albright, lors d'un débat spécial sur l'Afghanistan au Conseil de sécurité, à New York. Selon elle, «le futur immédiat est incertain» en Afghanistan. «Des combats se poursuivent et il est possible que Kaboul elle-même soit de nouveau envahie.»

La terreur au Timor oriental

Bonn (AFP) — Le parti d'opposition social-démocrate SPD a demandé au chancelier allemand Helmut Kohl d'intervenir pour arrêter «la terreur» exercée au Timor oriental par Jakarta, à l'occasion de sa prochaine visite en Indonésie, fin octobre. Un projet de résolution du groupe SPD souligne que cette «terreur» est exercée contre la population majoritairement chrétienne de l'île. Bonn doit presser Jakarta de libérer les prisonniers politiques, d'arrêter les déplacements de population et de respecter la culture de ce territoire, selon le SPD, qui demande aussi l'arrêt de l'aide militaire au régime indonésien. Le prix Nobel de la paix 1996 a été attribué la semaine dernière à deux défenseurs de la cause timoraise, M^{rs} Carlos Belo et le diplomate José Ramos-Horta.

Excision mortelle

Le Caire (AFP) — Deux petites filles de trois et quatre ans sont mortes d'hémorragie après une opération d'excision effectuée par un médecin dans un dispensaire public, à la demande de leurs parents, a indiqué hier la police. Les autorités ont ordonné l'arrestation du Dr Ezzat Chalabi, qui avait enfreint la nouvelle interdiction imposée par le ministère de la Santé à l'excision dans les hôpitaux et dispensaires publics, selon les mêmes sources. Le directeur du dispensaire où travaillait le médecin l'a mis à pied en attendant les résultats de l'enquête. Amira Mahmoud Hassan, quatre ans, et Warda Hussein Sayyed, trois ans, sont mortes après l'opération, effectuée voilà quatre jours dans le village de Dabaa (Haute-Égypte). Selon les premiers résultats de l'enquête, les parents sont restés muets à propos de la mort de leurs enfants et ont enterré les deux petites filles secrètement.

Une certaine résignation se fait jour face aux menées partitionnistes

Sarajevo — Un mois après des élections générales aux résultats fort contestés, les institutions bosniaques sont toujours paralysées. De profondes divergences, prévisibles après la victoire des partis séparatistes serbe et croate dans les régions sous leur contrôle, empêchent la mise en place de la présidence collégiale et du Parlement national. Les efforts diplomatiques américains et européens n'ont jusqu'à présent pas porté leurs fruits. John Kornblum, le secrétaire d'État adjoint américain aux affaires européennes, et Klaus Kinkel, le ministre allemand des affaires étrangères, ont quitté Sarajevo les mains vides samedi dernier, après avoir vainement essayé de convaincre les Serbes de rencontrer les leaders musulman et croate. L'élus serbe à la présidence tricéphale, Momcilo Krajinik, refuse de signer la déclaration solennelle reconnaissant la Constitution de la Bosnie-Herzégovine telle qu'elle avait été définie à Dayton. Il y a dix jours, les séparatistes serbes avaient boycotté la séance inaugurale de la présidence et du Parlement, abandonnant un parterre de diplomates à un face-à-face avec des chaises vides, au Théâtre national de Sarajevo. Fidèles à leurs habitudes, les Serbes de Pale continuent d'alterner les déclarations conciliantes et les décisions intransigeantes.

Accusé de velléités putschistes par son adversaire

Lebed attaque Koulikov: c'est lui ou moi

Lutte à finir entre le secrétaire du Conseil de sécurité et le ministre de l'Intérieur

Le secrétaire du Conseil de Sécurité russe, le général Alexandre Lebed, accusé hier par le ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, de fomenter un coup d'État, a estimé que soit son adversaire, soit lui-même devait être limogé, lors

d'une conférence de presse. Après les accusations portées hier par le général Koulikov, l'un des deux hommes «doit être limogé», a estimé M. Lebed lors de cette conférence de presse improvisée hier soir, pour répondre aux attaques du

ministre de l'Intérieur. Il a toutefois estimé probable le départ de son adversaire. «Je ne suis pas convaincu que ces événements conduiront à ma démission, mais à la démission de Koulikov, cela j'en suis convaincu», a lancé le général Lebed.

REUTER

Moscou — Le ministre russe de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, a accusé hier Alexandre Lebed, de compléter en vue d'accéder au pouvoir par la force.

«Alexandre Lebed a décidé d'aller de l'avant en recourant à la force, sans attendre les prochaines élections présidentielles», a dit le général Koulikov, adversaire résolu des accords de paix conclus fin août entre le secrétaire du Conseil de sécurité et les séparatistes tchéchènes.

«Il ne peut pas attendre. Il sait que dans quelques temps, on lui demandera: «Où sont les résultats de ces accords?»»

Le porte-parole d'Alexandre Lebed a démenti ces accusations qu'il a qualifié de «peu sérieuses».

«Elles entrent dans la droite ligne des bassesses dirigées actuellement contre le secrétaire du Conseil de sécurité», a dit Alexandre Barkhatov à l'agence Interfax.

Alexandre Lebed lui-même a démenti les accusations portées contre lui par le ministre de l'Intérieur et a annoncé son intention de poursuivre ce dernier devant les tribunaux en lui demandant un rouble symbolique de dommages et intérêts.

Pour sa part, le président Boris Eltsine, préoccupé par les accusations lancées contre Alexandre Lebed, a demandé des éclaircissements à son premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, a déclaré un porte-parole du Kremlin.

Le chef de l'État a demandé au chef du gouvernement et au ministre de l'Intérieur Anatoli Koulikov de donner des précisions sur la conférence de presse durant laquelle Koulikov a formulé ses accusations contre Alexandre Lebed.



Alexandre Lebed

Entre le Kremlin et le «bouillant général», le point de rupture?

CATHERINE TRIOMPHE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Une démission du général Alexandre Lebed, l'enfant terrible du Kremlin passé en quatre mois maître dans l'art de provoquer ses collègues, est plus que jamais dans l'air.

Plusieurs analystes interrogés hier par l'AFP ont estimé que la probabilité d'une démission de M. Lebed, 46 ans, candidat déclaré à la succession d'un Boris Eltsine très diminué par sa maladie cardiaque, était devenue quasi certaine.

«Les chances d'une démission de Lebed sont aujourd'hui très élevées», a affirmé l'analyste Sergueï Markov de la Fondation Carnegie à Moscou. «Lebed multiplie les provocations et une rupture est inévitable. Même si c'est l'option que le Kremlin redoute le plus, car plus Lebed perd au Kremlin, plus il gagne en popularité.»

Depuis que M. Eltsine s'est à moitié retiré des affaires dans l'attente d'une délicate opération du cœur, la rivalité entre le général Lebed et notamment le premier ministre Viktor Tchernomyrdine et le chef de l'administration présidentielle Anatoli Tchoubaïss s'est enrichie tous les jours de nouveaux croc-en-jambes.

Hier, les événements poussant à une démission du général Lebed, qui avait rallié le camp Eltsine en juin entre les deux tours de la présidentielle, se sont brusquement précipités.

Tout a commencé lorsque quelques médias russes ont rapporté que le général Lebed avait pris part mardi soir à une réunion

extraordinaire à huis clos du commandement des forces aéroportées, des troupes d'élite fortes de 64 000 hommes dont l'ambitieux général est lui-même issu.

Lors de cette réunion, le général Lebed a encouragé le commandement des forces aéroportées russes à se rebeller contre leur hiérarchie — à commencer par le ministre de la défense Igor Rodionov — en s'opposant aux fortes réductions d'effectifs que le ministre leur a demandé de mettre en œuvre d'ici le 15 décembre.

Le général Lebed a ainsi scellé son divorce avec le général Rodionov, qui avait été nommé en juillet à sa demande, et qui passait pour son principal sinon son seul appui au sein du gouvernement russe.

Surtout, le général a montré que «ses ambitions politiques passaient dorénavant au-dessus de tout professionnalisme, et qu'il était prêt à toutes les déclarations démagogiques pour s'assurer le soutien d'une partie de l'armée», affirme

Pavel Felgenhauer, spécialiste des questions militaires au quotidien *Sevodaya*.

Selon M. Felgenhauer, le général Lebed pourrait vouloir mettre à profit le soutien de ces troupes d'élite «au cas où la situation dans le pays deviendrait soudainement critique» et tournerait à la confrontation armée.

À cette première provocation, l'ennemi désigné du général Lebed au sein du gouvernement russe, le ministre de l'Intérieur Anatoli Koulikov, devait riposter par une attaque sans précédent.

Le général Koulikov a accusé le secré-

taire du conseil de sécurité de préparer un coup d'État, à l'aide d'une force de 50 000 hommes qu'il serait en train selon Koulikov de mettre sur pied.

Le général Lebed a répliqué par un autre coup d'éclat, en affirmant qu'il avait l'intention de porter plainte contre le ministre. Peu après, le ministre annonçait à son tour avoir donné l'ordre de renforcer les mesures de sécurité dans les grandes villes du pays.

Pour Mikhail Guerassiev, un analyste à l'Institut stratégique de Moscou, même si cette attaque est «dans la suite logique» de la rivalité Lebed-Koulikov, elle renforce plus encore «l'inévitabilité» du départ de Lebed de la direction russe. Déjà le 3 octobre, le général Lebed avait proposé sa démission au président Eltsine, mais ce dernier avait refusé.

«Ce n'est plus une question de stratégie, mais simplement de tactique. Toute la question est de savoir si le moment est déjà venu pour Lebed de partir, ou s'il est encore trop tôt. Je pense pour ma part qu'il est encore un peu trop tôt», note M. Guerassiev.

Selon lui, Lebed n'a pas encore de structure hors-Kremlin qui puisse l'accueillir et le mettre en valeur. Et son alliance avec Alexandre Korjakov, l'ancien confident et garde du corps de Boris Eltsine aujourd'hui tombé en disgrâce, vient à peine d'être mise sur les rails.

Une chose est sûre: le général Lebed, qui en juin affirmait n'avoir d'autre chef que Boris Eltsine, ne s'embarrasse plus de telle politesse et traite désormais par le mépris les conseils du chef de l'État. Ce dernier l'avait en effet enjoint publiquement, lors de leur dernière rencontre le 3 octobre, de «se mettre au travail» et cesser de «se brouiller avec tout le monde».

Dans la foulée de la tragédie de Dunblane en mars 1996

Londres veut bannir (ou presque) les armes de poing

DENIS HIAULT

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — Le gouvernement britannique s'est déclaré hier déterminé à interdire toutes les armes de poing à l'exception de celles de calibre 22, dans le cadre d'une législation ambitieuse d'être «parmi les plus contraignantes au monde», sept mois après la tuerie de Dunblane qui a traumatisé le pays.

Le projet sera soumis d'ici Noël au vote des députés. Il a reçu un premier accueil mitigé, l'opposition et de nombreux groupes de pression réitérant leur exigence d'une prohibition qui ne souffrirait aucune exception.

Le plan gouvernemental prévoit la mise hors circuit de 160 000 armes de poing, qui devront être retournées par leurs propriétaires et détruites. Les quelque 40 000 armes de petit calibre «à usage sportif» et à un coup qui seront tolérées devront être gardées en lieu sûr, dans les clubs de tir. Leur détention sera désormais assujettie à la délivrance d'un permis, et assortie de conditions d'utilisation très strictes.

Aux termes du projet, seuls les chasseurs de daims seront habilités à posséder des balles explosives dum-dum, tandis que la détention illégale d'armes à feu deviendra passible de

dix années de prison, quel que soit le calibre. Les particuliers qui solliciteront un permis de détention d'arme de petit calibre feront l'objet d'une enquête de police poussée. Les policiers établiront un fichier informatique et pourront, le cas échéant, revenir sur leur décision. Les clubs de tir seront pour leur part soumis à de stricts contrôles et devront adopter nombre de mesures supplémentaires de sécurité.

L'opposition veut une prohibition totale

Le ministre de l'Intérieur, Michael Howard, et le ministre à l'Écosse, Michael Forsyth, ont insisté hier sur la grande détermination du gouvernement, qui est allé en l'occurrence bien au-delà des recommandations du rapport d'enquête parlementaire confié à Lord Cullen au lendemain de la tuerie de Dunblane. Ils se sont employés à démontrer que les «décisions draconiennes» envisagées étaient de nature à éviter que puisse jamais ressurgir un forcené tel Thomas Hamilton, qui a abattu 16 écoliers et leur institutrice à Dunblane, en mars dernier, avec un Browning 9 mm et un Smith and Wesson 357 Magnum.

Les deux ministres n'ont toutefois qu'à demi contenté les nombreux partisans d'une prohibition sans dérogation, qui irait jusqu'à interdire les carabines à air comprimé actuelle-

ment en vente libre. Ils ont par ailleurs soulevé l'indignation du puissant lobby des armes, selon qui une réponse éronnée a été apportée à un faux problème: le vrai enjeu, la véritable menace réside en effet selon lui dans les deux millions d'armes illégales en circulation en Grande-Bretagne, à commencer par celles aux mains de criminels.

Le comité de parents de Dunblane, dont la campagne de sensibilisation a contribué à la mobilisation contre les armes à feu dans tout le pays, a qualifié le train de mesures de «compromis inacceptable».

L'épreuve du vote aux Communes pourrait s'avérer délicate pour le gouvernement de John Major, d'autant que nombre de députés conservateurs ont demandé à être libérés de la discipline parlementaire, afin de se prononcer en leur âme et conscience.

L'ancien ministre de l'Intérieur David Mellor a donné le ton en insistant pour que l'importation en Grande-Bretagne «du mode de vie américain» ne s'accompagne pas «du mode de mort américain».

Le sujet promet d'alimenter, d'ici la fin de l'année, un débat nourri et passionné. Et la BBC a jugé de bon ton de déprogrammer in extremis la diffusion, hier soir, du film *Terminator* dans lequel les armes à feu abondent.

Un mois après les élections législatives sous haute surveillance internationale

Bosnie: des institutions inopérantes

Les Serbes multiplient les vexations contre le processus de normalisation politique

RÉMY OURDAN

LE MONDE

La présidence tricéphale bosniaque, dont la coordination laisse pour le moins à désirer depuis les législatives de septembre, se réunira la semaine prochaine à Sarajevo, a-t-on appris hier de source autorisée bosniaque. Par ailleurs, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), chargée de superviser les élections en Bosnie, devrait décider aujourd'hui si les municipales pourront se dérouler comme prévu les 23 et 24 novembre. La «normalisation» en Bosnie apparaît en effet de plus en plus entravée par la mauvaise volonté des partenaires politiques, en particulier des Serbes.

Momcilo Krajinik s'était d'abord prononcé en faveur d'une signature serbe de la déclaration solennelle, avant de se rétracter. Parallèlement, le premier ministre de la République serbe (RS), Gojko Kljickovic, affirmait qu'«aucun Serbe ne veut entendre parler d'une intégration de la RS et de la Fédération croato-musulmane», assurant que les efforts internationaux en faveur d'une réunification de la Bosnie-Herzégovine resteraient «vains».

Des incidents récents dans des villages de Bosnie orientale ont illustré cette volonté serbe d'enterrer la partition ethnique du pays. A Jusici, Mahala et Dugi Dio, situés du côté serbe de la ligne de front, où des expulsés musulmans sont revenus habiter leurs anciennes maisons, souvent en ruine, et commencent à les restaurer, les policiers serbes interviennent régulièrement pour les chasser à nouveau. Les forces de l'OTAN (IFOR) sont nettement embarrasées. Les réfugiés musulmans ne font en effet qu'exercer un droit inscrit dans l'accord de Dayton: le retour dans le foyer d'avant-guerre.

L'IFOR paraît prise au piège d'une situation qui échappe à son contrôle et craint que le gouvernement bosniaque n'envoie ainsi des réfugiés musulmans à l'assaut de leurs anciens villages s'il n'est pas satisfait de l'évolution du processus de paix. Seul le Haut-Commissariat pour les réfu-

giés des Nations unies (HCR) dénonce sans relâche la politique d'apartheid du pouvoir serbe, sur lequel il na cependant aucun moyen de pression.

«Balles à blanc»

«Il semble que l'objectif des grandes puissances ait uniquement été une pacification du champ de bataille», s'indigne *Oslobodenje*, un quotidien sarajévien indépendant du pouvoir bosniaque, qui pense que la communauté internationale se borne à «tirer des balles à blanc» contre les séparatistes serbes sans les impressionner. La presse bosniaque estime que la levée définitive des sanctions économiques contre le camp serbe a été leur dernière arme aux Occidentaux.

Les émissaires américains et européens essaient désormais de faire miroiter des millions de dollars d'aide économique à la République serbe, qui, contrairement à la Fédération croato-musulmane, n'a pas encore bénéficié de l'argent prévu pour la reconstruction. Gojko Kljickovic a cependant appelé que «les Serbes ne signeront pas une capitulation au nom d'un prétendu bien-être économique».

Depuis la proclamation du résultat des élections générales et la levée des sanctions économiques par l'ONU, la Serbie a nettement diminué ses pressions à l'égard des séparatistes serbes de Bosnie. Malgré les discours du prési-

dent Slobodan Milosevic en faveur «de l'égalité en droits et de la compréhension entre les États et les peuples», Belgrade ne semble guère œuvrer pour un fonctionnement rapide des institutions bosniaques.

Des diplomates estiment qu'une réunion des trois présidents pourrait toutefois avoir lieu avant la fin du mois d'octobre, notamment afin de nommer un premier ministre. «Le véritable problème viendra ensuite, après l'élection présidentielle américaine, lorsque la pression retombera», pense un observateur européen. Il ajoute que la réalité sera alors «plus crue». «Les Croates sont plus malins», dit-il. Ils font les agneaux avec Zubak à la présidence, mais ils redeviennent des loups dès qu'il s'agit de bloquer le fonctionnement d'autres institutions.» Lors de la première assemblée cantonale à Sarajevo, les élus croates ont certes prêté serment, mais ils ont ensuite quitté la salle, prétextant que «les droits fondamentaux du peuple croate» ne sont pas garantis en zone bosniaque.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), responsable des élections bosniaques, se demande s'il est encore possible de tenir des élections municipales les 23 et 24 novembre. Le président en exercice de l'OSCE, le Suisse Flavio Cotti, s'est également prononcé pour un report du scrutin, mais la décision finale appartient au chef de l'OSCE à Sarajevo, l'Américain Robert Frwicklung.

Les Serbes ont menacé d'organiser leurs propres élections, hors du contrôle international, et l'OSCE, après s'être attiré les plus vives critiques pour sa gestion des élections générales, n'a pas encore commencé à préparer concrètement le scrutin municipal, reporté à cause de manipulations serbes sur les listes électorales.

Le processus de paix se poursuit certes, mais dans le flou politique, et non sans une certaine résignation face aux volontés de diviser définitivement la Bosnie-Herzégovine.